

LE FONDS Solidarité SUD

Notre solidarité internationale en contexte de pandémie

Quel développement des communautés pendant et après cette pandémie ?

La pandémie bouleverse tout : nos vies, nos projets personnels et familiaux, nos organisations et notre solidarité internationale. Le Fonds Solidarité Sud a à se déployer autrement...avec nos partenaires, l'UPA DI et SOCODEVI. On entend le fracas des arbres qui tombent - la pandémie - mais jamais le murmure de la forêt qui pousse ». Bref il y a un monde qui se défait. Mais il existe également un monde qui se refait. Dans le lot des initiatives citoyennes qui comptent, celle de notre solidarité internationale.

Rencontre avec André Beaudoin de l'UPA DI et Alain Plouffe de SOCODEVI, conseillers stratégiques de leur organisation



Alain Plouffe



André Beaudoin

Questions qui seront abordées : comment bâtir une sécurité alimentaire durable au Sud durant et après la pandémie ? Comment les organisations du Sud vivent-elles le défi sanitaire et alimentaire ? Quels sont les plans de relance qui prennent forme ? Quel redéploiement les cuisines collectives en Haïti mettent-elles en place ? Comment la coopérative des apicultrices de Casamance au Sénégal que nous soutenons aussi bouge-t-elle dans les circonstances ? Enfin quel est l'effet levier du soutien financier du Fonds à ces projets que nous partageons avec l'UPA DI et SOCODEVI ?

Afrique et Amérique latine : la Covid-19 masque la faim

Quelle solidarité internationale pendant et après la pandémie ? Les coordonnées pour comprendre de l'intérieur ce que se passe et pour redéployer notre solidarité.

Les propos de nos deux conférenciers

1) Comment bâtir une sécurité alimentaire durable au Sud durant et après la pandémie ?

Alain : « Le problème, en général pour la population prise globalement, **n'est pas surtout la disponibilité de produits mais plutôt des revenus** ». Du côté des paysans en particulier, c'est **la difficulté d'écouler leurs produits** parce qu'ils sont touchés par les mesures de confinement. De plus le faible accès à des revenus rend difficile l'accès aux intrants et aux semences. Il y a donc un impact à court et moyen terme.

André : On n'apprend pas vite. Le problème actuel est exactement le même qu'en 2008 : **l'incapacité d'avoir accès à la production réalisée**. Donc pour les agriculteurs une capacité de vendre limitée à laquelle s'ajoute la **compétition de l'aide d'urgence en provenance des institutions internationales** qui n'ont aucune préoccupation, à partir des budgets qui leur sont octroyés, d'acheter les produits locaux. Le gouvernement canadien ne fait pas exception. Il a mis \$100 millions supplémentaires mais 84% de ce montant passe par des institutions internationales tels le PAM et la FAO.

L'architecture de l'approvisionnement est donc fort mal adaptée et la **capacité endogène** de s'organiser dans un tel contexte est réduite à sa plus simple expression. Des organisations locales sont capables de jouer un rôle mais les gouvernements et la structure mondiale d'intervention les mettent de côté. Cependant, à la différence de 2008, où il n'y avait pas eu d'écoute du tout à ce propos, en 2020, les leaders des organisations paysannes sont plus solides et plus confiants. Et l'écoute un peu là !

2) Quels sont les plans de relance de SOCODEVI et de l'UPA DI qui prennent forme ici et avec vos partenaires au Sud ?

Alain. En premier lieu, la pandémie nous a mis certaines contraintes. Premier ordre de contraintes : le travail à distance (télétravail) qu'on soit sur place au Sud ou dans les communications entre nos partenaires du Sud et nos bureaux au Québec. On s'en doute, les déploiements sur le terrain sont retardés et des formations planifiées sont mises en quarantaine. Cependant les dirigeants des organisations et leur personnel sont en poste.

De plus le gouvernement canadien nous demande des mesures d'adaptation. L'AMC demande des rapports plus réguliers en lien avec ses mesures d'adaptation. Par ailleurs au Sud, pour ce qui est des plans de relance, il faut nuancer la situation : certaines régions et leurs communautés sont affectées différemment, certaines lourdement mais d'autres le sont moins.

Par exemple en Casamance (Sénégal), là où SOCODEVI est présente avec le soutien du Fonds Solidarité Sud, la coopérative de productrices de miel progresse malgré tout : les nouvelles ruches et l'achat de nouveaux équipements étaient déjà en marche avant la pandémie mais les 10 modules de formation planifiés sont au ralenti. On prévoit néanmoins former 140 personnes dans les prochains mois. Le besoin qui se fait sentir : **des fonds supplémentaires sont devenus nécessaires pour faire du stockage** car si la production fonctionne même au ralenti, la mise en marché n'est pas possible pour le moment. Période d'incertitudes mais la mobilisation se maintient.

Plus largement, l'enjeu relève de la diversification des cultures et donc des produits. Mais le sentiment général est, on s'en doute bien, à un peu plus de modestie dans les projets. Nous comme nos partenaires, essayons d'anticiper et d'adapter nos façons de faire. Les organisations avec lesquelles nous travaillons ont incontestablement un leadership fort résilient.

André. Compte tenu du diagnostic ci-haut mentionné, il faut mentionner qu'à brève échéance, nos partenaires africains sont peu affectés au plan de la santé. Le virus en question, comme on le sait, s'est répandu partout où la concentration des populations est forte. D'autant qu'en Afrique la moyenne d'âge est jeune (50% de sa population a moins de 25 ans). On cherche donc surtout à renforcer les « structures » déjà là c'est-à-dire à rendre possible l'achat de leurs produits en créant de **nouveaux canaux de distribution** tout en entrant en dialogue avec les gouvernements pour qu'ils misent sur cette capacité d'un bon nombre d'organisations paysannes à fournir des denrées alimentaires.

En Haïti, dans les communautés où nous sommes, notamment à Labrousse où le Fonds a soutenu le système de prêts rotatifs et à Baptiste où en plus de soutenir la production agricole, on travaille au développement de cuisines collectives et de cantines scolaires dans une perspective d'économie circulaire, nos partenaires se sont adaptés. Les écoles étant fermées, **les cuisines collectives** sont à travailler **un plan d'action un peu à la manière de traiteurs** : produire dans les trois prochains mois des **boîtes alimentaires** destinées aux familles les plus vulnérables de leur communauté et à leurs enfants en particulier de même qu'aux femmes enceintes à partir des subventions de l'AMC dans le cadre des nouvelles mesures d'adaptation mises de l'avant et les contributions associatives comme celle du Fonds Solidarité Sud. Par la suite, en septembre ce sera l'ouverture des écoles et donc la reprise possible des cantines scolaires.

Quel est l'effet levier de l'apport du Fonds Solidarité Sud comme partenaire dans votre travail dans le Sud ?

Il faut noter deux effets majeurs aux contributions d'organisations comme le Fonds Solidarité Sud. Le premier, mis de l'avant par Alain, **est économique** : le financement public que l'on obtient est nettement supérieur parce qu'on a des partenaires comme le Fonds et notre propre fondation soutenue par les différentes fédérations coopératives du Québec (notamment les coopératives agricoles et les forestières). Le montant peut atteindre jusqu'à 20 fois le montant que vous nous octroyez. Concrètement Affaires mondiales Canada (AMC), exige une contribution de l'OCI qui loge une demande de mettre 5% du montant demandé. Vous mettez \$5 000 une année pour un projet, ça permet d'aller demander \$100 000 de financement public. « Vous vous êtes engagés pour \$21 000 sur trois ans pour le projet des apicultrices en Casamance (Sénégal). Multiplier le tout par 20, ça nous permet de loger un projet de \$420 000 ».

Le second levier, avancé par André est que notre coopération avec des organisations du Sud « prend **un autre sens** quand ces organisations apprennent qu'une partie de l'argent qui est transféré ne vient pas du seul financement public mais bien de producteurs agricoles d'ici, de coopératives d'ici, de retraités qui ont un peu plus de moyens que ce qui leur est nécessaire... ». Donc qu'il y a des **solidarités citoyennes** dans cette coopération. L'argent ici prend alors un autre sens.

Les six coordonnées pour comprendre de l'intérieur ce qui se passe au Sud

- 1) « Plutôt risquer d'attraper la Covid que de crever de faim » est le sentiment général chez les ruraux comme chez les citadins pauvres au Sud. Pourquoi ? Parce qu'ils vivent au jour le jour dans une économie informelle (entre 60 et 80% des emplois selon les pays) mais qu'ils ont perdu leurs sources de revenu en raison des mesures sanitaires (confinement, distance sociale...).

- 2) À chaque épidémie au Sud, bon nombre de pays en paie le prix car la sous-alimentation chronique est à la porte (Afrique subsaharienne, 239 millions habitants). Tout cela en terrain déjà fragile car la crise alimentaire était déjà présente avant l'arrivée de la Covid (conflits armés, chocs agroclimatiques et sous-emploi chronique).
- 3) La fermeture des marchés et autres lieux publics a fortement affecté le secteur informel qui fait vivre la majorité de la population. Mais ce n'est pas tant la nourriture qui manque que l'argent pour l'acheter. Ce à quoi s'ajoute la hausse des prix alimentaires liée à la désorganisation des transports (et un peu de spéculation dans les marges) ou à des risques de cet ordre à venir.
- 4) En milieu rural, toute l'activité a été affectée par les restrictions sur les déplacements d'où les pertes de la production maraîchère faute de pouvoir la stocker dans des entrepôts la protégeant. Les possibilités de l'écouler sont restreintes.
- 5) Les femmes surtout qui gèrent généralement la nourriture doivent assumer en plus les conséquences de la fermeture des écoles (cantines scolaires, clé de la lutte contre la malnutrition). Sans compter qu'elles sont privées de l'apport des membres de la famille faisant partie de la diaspora pour cause de difficultés des transferts d'argent ou leur baisse.
- 6) La crise de la Covid a également désorganisé l'approvisionnement en semences et en engrais. Ce qui menace la possibilité d'une récolte à la bonne hauteur en 2021.

Bref il faut **mettre l'urgence alimentaire sur le même pied que l'urgence sanitaire** pour ne pas avoir à choisir « entre le savon et le pain » et faire en sorte que le pouvoir d'achat des ménages pauvres ne soit pas handicapé au point de provoquer une sous-alimentation chronique à cause des prix, des transports et de la fracture de la chaîne d'approvisionnement. Ce que confirme un article de la revue *Alternatives économiques* (mai 2020), *Que faire pour aider l'Afrique* <https://www.alternatives-economiques.fr/faire-aider-lafrique/00092591> :

...L'urgence consiste à réfléchir sur des chaînes logistiques locales, avec un appui international, pour approvisionner les populations directement dans les quartiers sans laisser les gens s'agglutiner sur les marchés de dire l'économiste togolais Kako Nubukpo cité par la journaliste Sabine Cessou.

En guise de conclusion

*La crise du coronavirus remet en cause bon nombre de nos certitudes au plan local comme au plan national et international. « Avec cette pandémie, la fragilité de notre système nous explose à la figure » nous dit l'économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), Gaël Giraud (2020). Presque tous appellent maintenant à **plus d'État** que ce soit pour répondre à la crise sanitaire, économique et, dans le cas du Sud, la crise également alimentaire qui s'annonce. Mais aussi au renforcement économique et social des **communautés**.*

***Aujourd'hui, nous faisons face à une épidémie que personne n'avait prévue. Demain, nous aurons à affronter les catastrophes liées au changement climatique, annoncées et prévisibles.** La crise actuelle montre que la plupart d'entre nous ne sommes pas prêts dans bien des secteurs, des organisations et des institutions pour affronter ces catastrophes dites naturelles qui viennent. Il est inconcevable de continuer comme avant. Nous devons nous assurer d'aller de l'avant **dans la transition écologique** de nos*

communautés, de nos entreprises et de toutes nos institutions. Pour ce qui est de la solidarité internationale à venir, il faut s'y préparer.

Plus concrètement, le fil conducteur est « la capacité endogène des organisations locales qui doit être soutenue par une coopération de proximité centrée sur le développement des communautés. Bref les rendre capables de jouer un rôle pour éviter que les gouvernements et les structures internationales les mettent encore une fois de côté » de dire Louis Pilote, membre de l'exécutif du Fonds pour conclure l'échange que nous avons eu.

Rédacteur : Louis Favreau

Références

Alternatives économiques, Afrique : quand la Covid masque la faim. A. de Ravigan, 29 mai 2020. <https://www.alternatives-economiques.fr/afrique-covid-masque-faim/00092865>

Terre solidaire (2020), *La pandémie de coronavirus amplifie la crise alimentaire au Sud.* Infolettre du 22 mai. <https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/la-pandemie-de-6616>

Terre solidaire (2020), *2008, 2020, même combat : les États ignorent la crise alimentaire.* Infolettre du 6 mai. <https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/opinions/risque-crise-alimentaire-2020-6607>

Project Syndicate (2020), *Bâtir la sécurité alimentaire durant la pandémie,* Agnès Kalibata, 7 mai. <https://www.project-syndicate.org/commentary/four-ways-to-boost-food-security-during-covid19-pandemic-by-tony-blair-and-agnes-kalibata-2020-05/french>

Desrosiers, É (2020). *Le pire est peut-être à venir dans les pays en développement.* Le Devoir, 21 mai.

<https://www.ledevoir.com/economie/579304/analyse-le-pire-est-peut-etre-a-venir-dans-les-pays-en-developpement>

Giraud, Gaël (2020). *Avec cette pandémie, la fragilité de notre système nous explose à la figure* dans le *Nouvel Obs.* Entrevue du 20 mars 2020. <https://www.nouvelobs.com/idees/20200320.OBS26336/gael-giraud-avec-cette-pandemie-la-fragilite-de-notre-systeme-nous-explose-a-la-figure.html>

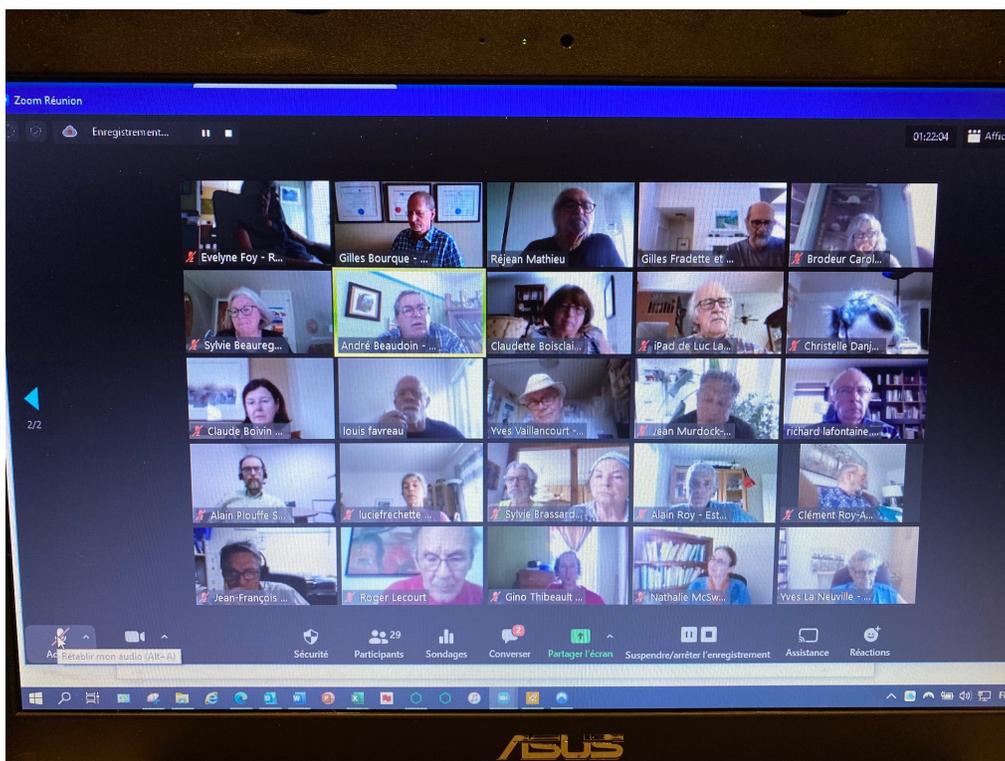


Photo d'une partie de participants à la rencontre Zoom tenue le 28 mai dernier. La rencontre a réuni 35 personnes de toutes les équipes régionales : Québec, Montréal, Saguenay, Outaouais, Estrie, Rive-Sud de Montréal et Montérégie Est